

## DU NATIONAL AU LOCAL À L'INTERNATIONAL : LES VILLES COMME CREUSETS DE LA RENAISSANCE CULTURELLE À L'ÈRE DE LA MONDIALISATION

NOTES POUR L'ALLOCUTION DE SIMON BRAULT À L'OCCASION DU 30<sup>ÈME</sup> CONGRÈS ANNUEL DE L'ASSOCIATION DES ÉCONOMISTES QUÉBÉCOIS - Le 20 mai 2005 à Gatineau

Bonjour,

Tout d'abord, je tiens à vous dire à quel point je suis aussi inquiet qu'honoré de prendre la parole devant vous. En effet, je sais bien que vous venez de passer une journée et demi à entendre des spécialistes hyper documentés et à débattre d'enjeux économiques complexes sur fond d'allers-retours incessants entre le local et le mondial.

Je sais aussi que c'est le propre de votre rendez-vous annuel de mettre en présence des observateurs, des chercheurs, des praticiens et des professeurs passionnés d'économie qui dissèquent allègrement un thème à partir de leurs plates-formes théoriques respectives ou de leur champ de pratique spécifique.

Prononcer le discours de clôture de votre trentième congrès annuel me pose donc à la fois un défi de pertinence et une certaine obligation de performance. En effet, le militant de la cause culturelle que je suis devenu au fil des ans, voudrait bien capter votre attention tout en ouvrant la voie à de nouvelles collaborations entre deux univers qui sont encore trop souvent prisonniers de leur terminologie et de leurs codes plus ou moins perméables pour le reste de la société et de leurs joutes rhétoriques souvent étalées dans les médias.

Vous le voyez : nous partageons d'emblée certains péchés mignons et, plus encore, la conviction de ne pas être suffisamment écoutés au moment des grands arbitrages politiques et décisionnels!

La construction de ponts plus nombreux et mieux fréquentés entre le monde des économistes et celui des professionnels des arts et de la culture devrait spontanément nous intéresser les uns et les autres puisque nous nous préoccupons, chacun à notre façon, de comprendre, d'interpréter, de déconstruire, de contester parfois, et souvent, d'influencer les mouvements qui façonnent la société. L'idée d'un nouveau dialogue entre nous m'apparaît d'autant plus utile, possible et prometteuse que l'intersection entre culture et économie gagne depuis quelques années une importance objectivement inégalée dans l'histoire de l'humanité.

## **Une évolution phénoménale.**

En effet, le statut des arts et de la culture a connu une évolution phénoménale au cours des cinquante dernières années. La création, la production et la diffusion culturelles sont passées d'une situation où elles échappaient presque entièrement à la sphère économique pour se trouver au cœur des stratégies d'innovation et de production de richesse que commandent la mondialisation des échanges et la présence de la technologie et du courtage des connaissances dans la reconfiguration des nos économies. Dès lors, la valeur de l'art n'est plus limitée à l'expérience personnelle spirituelle et esthétique que l'art procure, mais elle augmente objectivement à cause de ses impacts positifs sur le plan social et économique. Il s'agira de concilier ces deux perspectives pour échapper au purisme romantique tout résistant à une instrumentalisation à tous crins de l'art et de la culture.

## **50 ans de politiques publiques en faveur de la culture**

Afin de mieux camper mon propos d'aujourd'hui, permettez-moi d'abord d'évoquer à grands traits cette inévitable rencontre entre culture et économie, en utilisant le miroir des politiques publiques au cours des cinq ou six dernières décennies. Un demi-siècle inauguré, en quelque sorte, sur le plan international, par l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme dont l'article 27 affirmait, pour la première fois, le droit inaliénable pour chaque être humain de « prendre part librement à la vie culturelle de la communauté, de jouir des arts et de participer au progrès scientifique et aux bienfaits qui en résultent » et le droit de chacun à « la protection des intérêts moraux et matériels découlant de toute production scientifique, littéraire ou artistique dont il est l'auteur »

Rappelons-nous les grandes stratégies mises en place depuis les années 60, alors que nos gouvernements mettent l'accent sur la professionnalisation des arts et de la culture en priorisant des objectifs d'excellence artistique et en favorisant l'édification accélérée d'un certain nombre d'institutions culturelles majeures, présentes essentiellement dans les grands centres urbains. La nécessaire démocratisation de l'art justifie alors un interventionnisme étatique qui remettra progressivement en cause la chasse gardée culturelle des élites. Des efforts réels sont déployés pour favoriser l'accès aux formes d'art « pré électroniques » comme le théâtre, la danse, l'opéra ou la musique de concert alors que le cinéma, la télévision, la musique enregistrée ou l'édition, prennent leur envol et engendrent le phénomène de la consommation culturelle de masse.

L'évolution technologique et l'urbanisation entraînent donc des changements importants dans la production et la diffusion culturelle, en premier lieu, mais, plus encore, ces deux phénomènes inscrivent inexorablement l'art et la culture dans la problématique du développement social.

Par ailleurs, - et j'en parle ici puisque nous souffrons toujours de cet immense malentendu, - le déploiement des systèmes de subvention conçus pour faire émerger un espace culturel national, sera accompagné par l'articulation de discours qui perdurent encore, et qui enferment les arts et la culture dans une dynamique d'assistance publique, voire de charité.

On ne s'étonne donc pas que les artistes dont la pratique est circonscrite aux arts restent honteusement sous-rémunérés alors que ceux qui travaillent pour les industries de la culture et du divertissement peuvent très bien vivre de leur talent.

À partir des années 1970, avec l'effondrement fracassant et douloureux de pans entiers de l'activité économique fondée sur l'extraction et la transformation des ressources naturelles, l'impact positif de l'art et de la culture sur la croissance de la main d'œuvre active devient évident et relance l'intérêt en faveur de politiques sectorielles plus proactives. Aujourd'hui, d'ailleurs, le secteur culturel génère à lui seul 3.9 % de tous les emplois au Canada en fournissant du travail à 740 000 personnes parmi lesquelles on compte environ 130 000 artistes (données de 2002).

Vers la fin des années 1980, des échos des expériences américaines et européennes de revitalisation urbaine impulsées, facilitées ou accélérées par la culture attirent l'attention des spécialistes en politique publique au Canada. Même si les investissements ici restent plutôt chiches, on commence à considérer que l'art et la culture peuvent être conviés avec succès au chevet de centres-villes souffreteux et désertés, de zones urbaines défigurées ou surpeuplées ou de quartiers déchirés par la violence et la pauvreté.

Dix ans plus tard, les Britanniques entreprennent de documenter systématiquement les impacts sociaux, directs et indirects, des investissements en faveur des arts et de la culture. En prenant comme bancs d'essai tantôt des centres correctionnels, tantôt des quartiers ou des villes, on démontre que la fréquentation des arts, la pratique culturelle en amateur ou la participation aux événements culturels sont génératrices de sociabilité, d'acceptation des identités différentes, de bien-être psychologique, d'élévation personnelle et de réduction des tensions interpersonnelles... On note aussi que le développement de la créativité et de la capacité à résoudre des problèmes complexes fait partie des bénéfices indirects les plus souvent observés.

À la fin des années 1990, on articule les concepts d'industries inventives et de villes créatives, d'abord en Angleterre, ce qui sera éventuellement récupéré par Tony Blair avec son *Cool Britannia*. Des stratégies de valorisation de la culture permettent de projeter une image de marque faite de sophistication, de modernité, de créativité et de parti pris en faveur de l'innovation. Les dépenses en culture sont davantage présentées comme des investissements. En 2002, aux États-Unis cette fois, les travaux rapidement médiatisés de Richard Florida sur les travailleurs du savoir et les facteurs d'attractivité de la main d'œuvre technologique dans les grandes villes - dont le fameux indice bohémien qui établit une corrélation entre le nombre d'artistes dans une ville et le développement de la classe créative - précipitent les choses. Et cela, au point de créer un effet de mode et de laisser penser que le volontarisme des élites locales peut à lui seul faire émerger des villes créatives à répétition. Le tourbillon médiatique nord-américain provoqué par Florida aura le réel avantage d'attirer tout particulièrement l'attention de nombreux politiciens de tous les niveaux de gouvernements, et, pour la première fois d'une façon aussi répandue sur ce continent, celle des maires et des politiciens municipaux, en plus, bien sûr, de frapper l'imagination des milieux d'affaires.

En 2005, non seulement à cause de leur valeur intrinsèque, mais parce que l'art et la culture acquièrent une nouvelle pertinence en matière de politique publique, on semble plus disposé à envisager qu'ils doivent être soutenus davantage et autrement par les gouvernements.

Cette ouverture est d'autant plus réelle que nous cherchons à tirer notre épingle du jeu alors que certains phénomènes relativement récents et de plus en plus universels nous préoccupent :

- la compétition entre les grandes villes à l'ère de la mondialisation pour attirer, retenir et augmenter la main d'œuvre créative, les investissements et les flux commerciaux;
- la croissance exceptionnelle de l'industrie touristique (jusqu'à 15 % par année dans certains pays dont le Canada);
- la croissance exponentielle des coûts liés à la santé (curatif) et la nécessité d'investir dans la promotion de la santé physique et mentale;
- l'augmentation des coûts sociaux engendrés par la criminalité et la violence et l'urgence d'investir dans la prévention ;
- l'urgence de favoriser l'inclusion culturelle et économique des citoyens d'origines diverses pour éviter l'effritement social;
- l'affirmation des volontés de revitalisation urbaine dans les grands centres comme dans les villes de taille moyenne et petite ;
- le décrochage scolaire;
- la perte progressive de confiance dans les institutions démocratiques et dans les mécanismes politiques;

La simple hypothèse que des investissements supplémentaires en culture puissent influencer positivement ces phénomènes devrait suffire à retenir l'attention des pouvoirs publics.

Mais ne brûlons pas les étapes! Revenons d'abord aux relations de la culture à l'économie.

### **Culture et économie : c'est du sérieux**

Il devient de plus en plus difficile d'ignorer les connexions entre culture et développement économique. Au Canada, on sait que 3.8 % du PIB, soit environ 39 milliards \$ est attribuable aux arts et à la culture et que l'exportation des biens et services culturels atteint 4.5 milliards \$ par année. Incidemment, l'augmentation de l'exportation des produits culturels canadiens a augmenté de 80% entre 1996 et 2002.

Comme un peu partout dans le monde, on commence à développer une nomenclature des impacts économiques des arts et de la culture. On ne se contente déjà plus de compter bêtement les emplois et de délimiter la portion du PIB attribuable à la culture.

Ainsi, on commence à comprendre que l'ensemble des produits culturels constitue de facto un stock local, national et international, d'idées, de concepts, d'images, de sons, qui est exploité par les industries culturelles, par les médias, par l'industrie publicitaire ou et par l'industrie touristique.

On réalise que les arts et la culture sont essentiels à la production de la véritable valeur ajoutée pour les industries de télécommunication.

On analyse que les institutions et les événements culturels ont un impact immédiat sur l'économie locale non seulement au chapitre de la consommation de proximité (restos, shopping, transport, etc.) mais aussi au chapitre de la valeur ajoutée au parc immobilier.

En un mot, on commence à prendre les arts et la culture au sérieux.

### **Du national au local à l'international : culture et villes.**

Mais là où s'exprime le plus intensément ce changement de paradigmes c'est à l'échelle des villes.

Une des conséquences évidentes de la mondialisation et de la compétition effrénée qui l'accompagne, c'est la montée fulgurante des villes. Les grandes villes deviennent à la fois des carrefours et des espaces de convergence des flux économiques. Elles sont des lieux de concentration du pouvoir, d'attraction des richesses. Elles sont aussi, malheureusement, le théâtre des exclusions socio-économiques les plus injustes et abjectes. Elles sont les moteurs du développement des régions, des nations et des continents. Alors qu'elles ont été à l'origine des États - en Europe par exemple - qu'elles ont ensuite été longtemps sous la coupe des gouvernements nationaux, les villes redeviennent les creusets des rêves et des cauchemars de notre civilisation. Je vous fais grâce, et pour cause, des données économiques, démographiques ou sociologiques qui confirment cet état de fait.

Il n'est donc pas étonnant de voir de plus en plus de villes se doter de politiques culturelles innovantes et de plans de dépenses et d'investissements ambitieux. On investit massivement des fonds dans les infrastructures culturelles à Berlin ou à Lisbonne. On met en relief la vie culturelle des quartiers d'une façon délibérée et déterminée à Barcelone. L'an dernier, on a tenté de réparer les profondes cicatrices laissées par le déclin industriel à Lille, en France, au moment où elle jouissait de la désignation enviée de capitale culturelle européenne. Liverpool commence déjà investir massivement pour en prévision de 2008 alors qu'elle sera capitale culturelle européenne. Il y a à peine deux ans, Toronto adoptait une politique culturelle intitulée *Culture Plan for the Creative City* qui annonce ceci d'entrée de jeu : « Creative cities are cities that offer their residents a high quality of life, which Toronto residents define as essentially cultural: great arts and educational institutions, vibrant street life, etc. Toronto is already a Creative City : its competitors are now such major centers as Chicago, Milan, Barcelona, Montreal and San Francisco... ». Montréal s'apprête aussi à adopter sa première politique de développement culturel.

De plus en plus de villes choisissent délibérément la culture comme vecteur privilégié de développement, comme emblème de leur identité, de leur personnalité, de leur signature afin de rayonner à l'échelle des régions, des pays et de la planète.

En matière culturelle comme dans nombre d'autres domaines, les politiques et les décisions qui étaient auparavant l'apanage, sinon le résultat de l'initiative unilatérale

des gouvernements nationaux, sont maintenant recentrées, re-pensées et dirigées à partir des villes. Le modèle des Olympiques semble prévaloir de plus en plus pour la culture. On serait donc en train de passer du national au local à l'international.

Ainsi, sans l'avoir revendiqué, sans souvent même être vraiment conscients des implications de ce nouveau positionnement, les producteurs de contenu artistique et culturel sont de plus en plus souvent interpellés et conviés quand il s'agit de repenser le développement des grandes agglomérations urbaines. Quand je parle de producteurs de contenus culturels, je pense d'abord et avant tout aux artistes professionnels, c'est-à-dire - pour être à la fois précis et concret - aux acteurs, aux artisans, aux chefs d'orchestre, aux compositeurs, aux arrangeurs, aux musiciens, aux chanteurs, aux danseurs, aux autres interprètes, aux artistes en arts visuels et médiatiques, aux écrivains, etc.

Les résultats du dernier recensement montrent que le Canada comptait, en mai 2001, 131 000 artistes. Le nombre d'artistes a d'ailleurs augmenté de 29 % entre 1991 et 2001, ce qui est trois fois plus que le taux de croissance de la main-d'œuvre totale.

Mais ce qui est surtout intéressant de mentionner ici c'est que 80 % de ces artistes vivent dans les 27 plus importantes villes du pays et que près de 48 % d'entre eux vivent dans les 3 grandes régions métropolitaines du Canada, soit Toronto, Montréal et Vancouver. Dans chaque cas, la proportion des artistes établis dans ces villes est plus élevée que la proportion totale de la main d'œuvre canadienne qui y travaille. Ainsi à Toronto on retrouve 22 % des artistes du pays contre 16 % de la main d'œuvre, à Montréal, 14 % des artistes du pays contre 11 % de la main d'œuvre totale et à Vancouver, 12 % par apport à 7 %.

Évidemment c'est dans les villes, et de plus en plus dans les capitales et les métropoles, qu'on retrouve les grandes institutions culturelles et les infrastructures majeures de formation, de création, de production et de diffusion artistiques et culturelles. C'est dans les grandes villes que s'interpénètrent le secteur non lucratif et le secteur commercial, que l'incubation artistique émerge indistinctement de la rue, des microcellules de création, des institutions de toutes tailles, de l'industrie culturelle ou même de la méga entreprise culturelle, comme le Cirque du Soleil. C'est dans les villes que les courants artistiques parviennent à transcender les générations, les langues, les ancrages ethnoculturels, les disciplines, les savoir-faire et les couloirs esthétiques. Et c'est dans les cités densément peuplées, très cosmopolites et hautement diversifiées qu'on retrouve les conditions les plus favorables au foisonnement artistique le plus débridé et, éventuellement, les plus profitables sur le plan culturel, social et économique.

### **Les villes créatives**

Paraphrasant la grande urbaniste Jane Jacobs, Richard Florida rappelait tout récemment à Montréal qu'il est primordial de comprendre les effets de la ville sur ses habitants si on veut dégager des stratégies de croissance qui fonctionnent.

Ce point de vue apparaît particulièrement important au moment où tant de villes cherchent désespérément à être perçues comme des villes créatives. Cette nouvelle obsession de la créativité mérite d'ailleurs qu'on s'y arrête.

La créativité humaine est le principal moteur de la croissance économique et sociale parce qu'elle est le premier creuset, la condition sine qua non de l'innovation.

Mais la véritable créativité est une denrée relativement rare qui conduit à des innovations dont l'existence est de plus en plus éphémère dans un monde où l'information circule presque à la vitesse de la télépathie. Fort heureusement, la créativité est une richesse cultivable et renouvelable.

Il convient donc de s'interroger sur les façons de développer cette créativité dont on sait, d'une part, qu'elle ne découle pas totalement du code génétique de chaque individu et, d'autre part, qu'elle se manifeste de façon grandement inégale et difficilement prévisible.

Dans la mesure où l'expression manifeste et la valorisation conséquente de la créativité, attirent et encouragent les gens créatifs et stimulent les réflexes créatifs parmi une population, on peut supposer que l'intensité, l'originalité, la diversité et l'impétuosité de la vie culturelle d'une place donnée deviennent un avantage stratégique, sinon un puissant levier de développement.

Sur le plan individuel, la créativité est d'abord le résultat d'une démarche émotive, intuitive et réflexive où l'imaginaire est intensément sollicité. Or nous accumulons les preuves démontrant que la fréquentation des arts et du patrimoine contribue à stimuler les facteurs de créativité que sont le sens critique, la capacité de solliciter l'imaginaire, la transgression des frontières mentales rigides, la capacité de rêver, la distanciation émotive, la capacité de transposer, la capacité de rompre les comportements intellectuels et physiques convenus et prévisibles (par la danse par exemple), etc.

Les attributs intrinsèques que recèlent l'art et la culture ont une portée insoupçonnée sur les individus et ils précèdent ou s'ajoutent aux retombées économiques, urbaines et sociales dont j'ai fait mention. La culture constitue ainsi un levier de développement et de transformation personnels et collectifs dont on ne peut plus se passer.

Les arts et la culture ne constituent plus alors un simple secteur d'activité spécifique avec ses emplois, ses organismes, ses outils de subvention, de planification et de régulation. La culture se présente alors comme ce qu'elle est par définition, c'est-à-dire comme une dimension de la vie des individus et des collectivités.

Plus encore, comme le répétait encore tout récemment le Britannique Charles Landry, la ville doit être une œuvre d'art, une construction culturelle à laquelle on procède par couches superposées à l'infini. Évidemment, toutes les villes ne sont malheureusement pas des œuvres d'art mais elles sont toutes des constructions culturelles plus ou moins achevées, plus ou moins réussies et surtout plus ou moins perfectibles. Il s'agit de les contempler sous cet angle en cherchant à comprendre l'effet qu'elles produisent sur ceux et celles qui y travaillent, qui pourraient y travailler ou qui pourraient les visiter ou s'y installer. Chaque fois, il faut mettre la vie artistique et culturelle dans l'équation si on ne veut pas se tromper. Il faut répertorier les actifs culturels dont on dispose pour les faire fructifier en prêtant une attention toute spéciale à ceux qui sont uniques à l'échelle d'une région plus ou moins grande.

La rareté, l'authenticité, l'unicité, l'originalité sont des qualités qui contribuent de façon déterminante à la valeur de ces actifs et les stratégies culturelles les plus efficaces sont celles qui les révèlent, les mettent en lumière, les mettent en scène.

### **Changer les mentalités**

Au Canada comme en Europe, les sondages d'opinion réalisés au cours des deux dernières décennies démontrent systématiquement que plus de 75 % des gens approuvent le soutien gouvernemental aux arts. En Angleterre, on vient même de mesurer que l'opinion publique en faveur du soutien gouvernemental aux arts est passée, entre 1999 et 2005, de 74% à 79%.

Pourtant, l'augmentation des dépenses publiques en faveur de la culture, bien que réelle au Canada, est encore trop lente par rapport aux besoins et au potentiel de développement. Et surtout, elle est annoncée en catimini, comme s'il y avait un risque politique inhérent à ce type de dépenses, comme s'il fallait s'en excuser. Et cette presque gêne est encore plus palpable quand il s'agit d'investissements directs en faveur des artistes ou des organismes artistiques.

Pourquoi ça? Je suis convaincu que c'est en partie une question de mentalité. On a peur d'avoir l'air élitiste ou d'avoir l'air de ne pas s'occuper des problèmes les plus pressants. Parfois, il faut aussi surmonter une aversion personnelle contre à une forme d'art, ou même, un déni ou une ignorance intentionnelle de l'importance réelle de la culture dans sa propre vie.

Comme je le répète souvent à mes collègues des milieux culturels, nous avons beaucoup à faire pour changer les mentalités. Il faut aussi faire en sorte que le chemin à parcourir pour intéresser vraiment les politiciens, les gens d'affaires ou même nos voisins, aux arts et à la culture ne soit pas dévié par notre tendance spontanée à exprimer des jugements de valeurs.

Évidemment, en matière d'art et de culture, la connaissance des codes, les références historiques, le jugement esthétique, le sens critique, l'instinct, le flair, la connaissance, l'expérience répétée et les goûts occupent une place importante dans nos comportements et nos décisions. C'est normal. Mais là où le bât blesse c'est quand les spécialistes, les experts, les connaisseurs, érigent tout cela comme une barrière intimidante et infranchissable pour les moins initiés. Combien de fois, ais-je pris part à un entretien avec un député ou un élu municipal, ou même un ministre de la culture, qui commence la rencontre en s'excusant de ne pas être cultivé, de ne pas s'y connaître en danse ou en littérature?

Notre rapport personnel aux arts et à la culture nous renvoie inévitablement à notre propre connaissance du monde comme à notre ignorance relative et à nos désirs de dépassement, sinon de transcendance. Il faut souhaiter que les artistes et les défenseurs de la cause culturelle puissent agir comme des facilitateurs, qu'ils abaissent volontairement et consciemment ces murs de gêne qui bloquent encore trop souvent l'échange véritable avec l'autre, même quand il est dans une position d'exercer un certain pouvoir.



À titre de président de Culture Montréal, je fais l'expérience presque quotidienne de ce rapprochement progressif entre le milieu culturel et les gens d'affaires et les élus politiques, notamment avec la complicité de certains dirigeants éclairés de la Chambre de commerce. Je me rends compte que les choses avancent quand nous sommes interpellés dans des dossiers qui ne sont pas de prime abord « culturels ».

Quand on parle d'aménagement du territoire, de transport ou de stratégies pour attirer des capitaux étrangers et qu'on nous invite à la table, c'est signe que nous ouvrons de nouvelles contrées riches de promesses et de possibilités.

Par ailleurs, j'admets et je répète que les artistes et les professionnels de la culture ne peuvent pas être condamnés à justifier constamment leur existence et leur contribution avec des chiffres et des études d'impacts.

Mozart n'est pas important parce que sa musique a contribué à développer une industrie touristique des plus rentables à Salzbourg. Picasso n'a pas une plus grande importance dans l'histoire de l'art parce que plusieurs de ses oeuvres permettent au Musée de Bilbao de revitaliser une ville portuaire espagnole dont le déclin semblait irréversible il y a quelques années à peine. Gaston Miron, avec un seul livre, a profondément marqué le Québec, réel et imaginaire, et a sans aucun doute contribué à son émancipation, et par conséquent à son développement économique et social. Certains artistes, on n'a qu'à penser aux signataires du Refus global, sont conscients des impacts sociaux de leur travail de création. D'autres choisissent de les ignorer, de ne pas en tenir compte, pour mieux faire leur travail d'artistes.

Mais au-delà des positions adoptées par chaque artiste, il faudra accélérer les changements de mentalité au profit d'un vrai droit de cité de la culture pour le bien de tous.

D'ailleurs, un collaborateur de la première heure de Culture Montréal, le Barcelonais Edouard Delgado, déclarait un peu avant sa mort, qu'il était peut-être temps de recentrer les politiques culturelles autour des valeurs culturelles, loin de l'instrumentalisation à tout prix : diversité, créativité, autonomie, solidarité, démocratie, etc.

### **Augmenter les recherches et densifier les argumentaires : le rôle des économistes**

Mais, puisque l'occasion est belle, permettez-moi de conclure cette causerie en plaidant en faveur d'une contribution plus importante et plus constante des économistes québécois à la réflexion et à l'action en faveur de la dimension culturelle du développement et en faveur de la culture comme moteur de développement économique et social.

En effet, il est facile de constater qu'il reste beaucoup à faire ici pour documenter les impacts des dépenses et des investissements culturels et pour combattre le scepticisme tenace des décideurs publics et privés.

Il est urgent que nous soyons toujours et encore plus capables de nous éloigner des commentaires anecdotiques pour présenter des preuves plus robustes et consistantes.

Il faut de nouvelles études, en particulier des études de cas et, si possible, des études longitudinales pour s'assurer que nous ne manquerons pas le bateau, que les décisions politiques et publiques en matières culturelles seront prises à temps et surtout qu'elles auront la hauteur et l'ampleur voulues.

Il faut aussi souhaiter que l'évaluation des impacts des projets culturels soit de plus en plus intégrée dès le départ car autrement c'est toujours trop coûteux. Ce souhait suppose aussi, j'en conviens, que les acteurs culturels en viennent à considérer l'importance de la recherche autrement que dans la perspective étroite de justifier de nouvelles subventions.

Et, je le répète, même s'il faut continuer de compiler des statistiques et de chercher à comprendre les phénomènes liés à la culture à l'échelle nationale, il faut surtout, dans les prochaines années, se rapprocher des villes car c'est là que se concocte une renaissance, sinon une révolution culturelle qui nous inscrira dans une mondialisation dont nous ne voulons pas être exclus, ou pire encore, dépossédés faute d'identité et de créativité.

Merci de votre attention. Ce fut un honneur de prendre la parole à votre tribune.